



Jeunes Hongrois dans les combats.

## Il y a 40 ans : la révolution hongroise

**J**oseph Staline est mort le 5 mars 1953. Cet événement fut ressenti par les peuples soumis à sa domination comme le début d'une époque nouvelle, et il permet donc de situer exactement le début du processus qui culmine en Hongrie dans l'explosion de 1956.

A Moscou, les héritiers de Staline (la "troïka" composée de Malenkov, Molotov et Béria) voyaient assez clairement que la situation en Hongrie était devenue intenable. L'industrialisation et la collectivisation forcées (et forcenées) ainsi que les contraintes les plus absurdes dans la vie quotidienne ont exaspéré la population. Les conditions de vie se sont dégradées, même par rapport à ce qu'elles étaient vers 1948. Entre 1949 et 1953, le pouvoir d'achat des salariés a baissé de 20 % et, depuis 1951, les tickets de ravitaillement sont à nouveau instaurés.

En même temps, la terreur policière a gelé la vie publique, succédant à quelques années de démocratie assez authentique (1945-1947), malgré l'occupation russe.

Cherchant à prévenir l'orage par une nouvelle politique, la "troïka" convoque vers la mi-juin 1953 Mathias Rákosi, secrétaire général du Parti hongrois et Premier ministre à la fois, qui vient en effet à Moscou avec une forte délégation. Et là, dans des conditions humiliantes, on lui demande des comptes pour la politique stalinienne impitoyable qu'il a infligée au peuple hongrois... sur l'ordre de Moscou.

Après avoir fait son autocritique, Rákosi est sommé d'élaborer un nouveau programme et de céder son poste de Premier ministre à Imre Nagy, qui fait également partie de la délégation.

Nagy est un membre peu connu du Bureau politique. Communiste

dès sa jeunesse, il a été soldat de l'Armée rouge en Russie. Dès 1948-49, il est écarté du pouvoir à cause de ses réticences à la collectivisation forcée.

Ces entretiens des 13-16 juin 1953 ont eu lieu à Moscou sans la moindre publicité, dans le secret le plus total. Toutefois, ils ne sont pas restés sans suite, même si les détails n'en seront connus que bien plus tard. En effet, la séance du Comité central du Parti des travailleurs hongrois (MDP, nom du parti communiste à cette époque) tenue les 27-28 juin 1953 a pris une tournure inaccoutumée. Pour la première fois, l'équipe dirigeante (Rákosi, Gerö, Farkas et Révai) furent critiqués ouvertement (et vertement), car la résolution qui a résumé ces journées condamne dans le détail toute la politique menée jusqu'alors par le PC et le gouvernement hongrois. Le texte dénonce les exactions de la



Le 4 juillet 1953, Imre Nagy, devenu Premier ministre, prononce son discours au Parlement sous l'œil maussade de Rákosi.

police et des tribunaux, l'arrogance des autorités locales. Il précise qu'entre 1951 et 1953, les tribunaux de Police ont infligé 850 000 contraventions (la Hongrie compte à cette époque 9 millions 205 mille habitants); quant aux tribunaux, ils ont traité 650 000 affaires entre 1950-53, et prononcé 387 000 condamnations.

Un passage de la résolution révèle l'antisémitisme latent dans le Parti, puisqu'il est également reproché au pouvoir de ne pas avoir assuré réellement la promotion de *cadres d'origine hongroise dans les plus hautes fonctions*. Or Rákosi et ses compères, bien que d'origine juive, étaient eux aussi hongrois, tout autant que le reste du Comité central.

En tout cas, ce texte restera inédit, jusqu'en 1986, où il est imprimé pour la première fois... dans un bulletin destiné à l'usage interne du Parti.

Peu après cette réunion mémorable, le 4 juillet 1953, le Parlement élit le nouveau gouvernement, avec Nagy comme Premier ministre. Son discours fait sensation, et les promesses sont suivies de mesures concrètes : suppression des listes de "koulaks", des tribunaux de police et des camps d'internement ; début de la révision des procès truqués.

Nagy apparaît dès lors comme le premier politicien communiste populaire. Dans beaucoup de villages, on organise des fêtes et des

banquets pour saluer les changements.

Pour Rákosi et ses partisans, tout cela est intolérable. Le 11 juillet, le chef du Parti prononce un grand discours menaçant devant les activistes de la capitale, qui l'approuvent chaleureusement.

Commence alors une période d'épreuves de force entre les deux protagonistes, qui va durer un an et demi.

Intelligent et sans scrupule, Rákosi sait que l'enjeu est une question de vie ou de mort. Nagy de son côté paraît indécis ; il y a dans son attitude quelque chose de "professoral", mais pour son camp, cette maladresse ne fait que souligner sa probité. Comme la plupart des ministères sont entre les mains des hommes de Rákosi, il met en place un secrétariat du Conseil des ministres ainsi qu'un Office d'information, bien que ces initiatives ne fassent pas le poids face au réseau de pouvoir dont dispose son adversaire. Soutenu par Khrouchtchev jusqu'en octobre 1954, Nagy croit à ce moment avoir marqué un point car lors d'une réunion du Comité central, tenue en l'absence de Rákosi et de Gerő, qui sont en congé de maladie à Moscou, les participants adoptent son point de vue avec enthousiasme. Sûr de lui, il écrit dans l'éditorial du *Szabad Nép* que la politique des réformes peut dorénavant être engagée avec détermination. Au même moment, à la rédaction de ce journal, une réunion de trois jours donne lieu à des critiques violentes contre la politique stalinienne du Parti et de la rédaction.

Mais voici qu'à la fin du mois de novembre 1954, Rákosi revient de Moscou, où il a passé un long moment, prétendument pour se faire soigner. Il sait que le vent moscovite a tourné.

C'est que le 23 octobre, les accords de Paris ont rétabli la souveraineté de l'Allemagne fédérale, qui peut désormais adhérer à l'OTAN. Le "bloc communiste" répond à cette initiative par la création du pacte de Varsovie. D'emblée, on met à l'écart et à Moscou et à Budapest les hommes dont la présence implique l'affaiblissement de l'industrie lourde et donc du potentiel militaire. Car, comment les dirigeants soviétiques

pourraient-ils tolérer l'effervescence de la vie publique hongroise devant la menace que représente le réarmement allemand, manigancé par la plus grande puissance du monde.

Aussi, le 8 janvier 1955, les deux leaders hongrois sont-ils de nouveau à Moscou, où ce ne sont plus les "pratiques illégales" de Rákosi qu'on met sur la sellette mais les "défauts droitiers" de Nagy. Celui-ci refuse toute autocritique sans débat public. Il subit toutefois une attaque cardiaque, qui facilitera la tâche de ses adversaires pour l'écartier de la vie publique. En avril 1955, il est en effet privé de toutes ses fonctions politiques et scientifiques, avant d'être exclu du Parti et privé même de sa pension de retraite.

Malgré cette mise à l'écart et la surveillance policière, la personnalité de Nagy continue à attirer les opposants, en sorte qu'il se crée un mouvement animateur de la vie publique depuis l'été 1955, qui prépare, sans le vouloir, l'explosion de l'automne 1956. Plus tard, pour suggérer l'idée d'une conspiration et pour justifier la répression, Kadar et ses hommes parleront d'un "groupe Nagy-Lozonczy", bien que le mouvement n'ait jamais pris une forme tant soit peu structurée. Cela d'autant moins que la reprise en main de la situation par Rákosi a déclenché une nouvelle vague de répression et d'intimidation, le tournant des années 1955-56 évoquant tout à fait les pires moments du temps de Staline. Mais les temps ont changé avec la mort du dictateur et le "meilleur

Nagy devient le premier politicien communiste populaire.





Gábor Tanczos et Géza Losonczy lors du débat sur la presse du Cercle Petöfi.

disciple de Staline" se trouve maintenant en porte à faux par rapport aux nouveaux maîtres du Kremlin.

Le 26 mai 1956, Khrouchtchev et Boulganine (celui-ci a remplacé Malenkov le 8 février 1955) effectuent un voyage en Yougoslavie et font amende honorable pour avoir excommunié Tito sept ans auparavant. Cet événement est consécutif au XX<sup>e</sup> congrès du PCUS (17-25 février 1956) au cours duquel Khrouchtchev a relaté une partie des crimes de Staline. Le voyage des deux responsables soviétiques fait beaucoup de bruit et fait sortir de l'ombre le rôle personnel de Rakosi dans l'affaire Rajk. Des journalistes proches de Nagy exigent aussitôt la révision de la politique anti-yougoslave et du procès Rajk.

En même temps, les débats prennent de l'ampleur au sein des Jeunesses communistes, où un club de discussion littéraire s'est transformé depuis mars 1955 en *Cercle Petöfi*. Ce cercle, animé par un professeur de philosophie, Gabor Tanczos, attire, outre les intellectuels, des milliers de militants de la génération de l'après-guerre, qui pensent avoir retrouvé dans ce renouveau les idéaux de leur jeunesse. Par l'inter-

médiaire des gens comme Losonczy et Vasarhelyi, Tanczos tient au courant de ses projets l'entourage de Nagy, mais sans en recevoir des consignes.

Les débats portent sur les sujets les plus sensibles de l'économie, de l'histoire et du marxisme, sur la guerre d'Espagne, la liberté de la presse... et suscitent dans le public un très vif intérêt. Le 27 juin 1956, la séance consacrée à la presse attire 7000 participants, que la salle ne peut contenir et qui doivent écouter les discours diffusés par haut-parleurs dans la rue.

En juillet 1956, la révolte de ouvriers de Poznan fait accélérer les événements. C'est probablement Tito qui a persuadé les dirigeants soviétiques de se débarrasser de Rakosi. Le 17 juillet, Anastas Mikoyan, membre du BP, arrive en effet à Budapest pour mettre au point le limogeage du leader hongrois, qui est aussitôt embarqué pour Moscou "en raison de son mauvais état de santé".

Le n° 2 du Parti, Ernest Gerö lui succède et la deuxième place est confiée à János Kadar. En accord avec le Premier ministre Hegedüs, Gerö annonce la politique de la "page blanche"; quelques tortionnaires sont emprisonnés et quelques centaines de victimes réhabilitées, dont 132 communistes et 151 sociaux-démocrates. En fait, Gerö est presque aussi impopulaire que Rákosi, mais il fait moins peur.

Début septembre, il n'est plus possible d'ajourner la révision du procès Rajk et la réintégration de Nagy. Au bout des négociations préalables, ce dernier accepte, conformément aux vœux de Gerö et de Kadar, que les deux questions soient réglées en



Gy Lukacs, philosophe et A. Szakasits au Cercle Petöfi lors du débat sur la presse. (Szakasits, social-démocrate, fut président de la République en 1946).

silence, mais Julia Rajk, la veuve du ministre exécuté en 1949, exige pour son mari des funérailles et une réhabilitation publiques.

N'ayant pas le courage de s'y opposer, Gerö et Kadar s'arrangent pour être absents aux cérémonies, dont la date est fixée, tout à fait par hasard, semble-t-il, pour le 6 octobre, jour de deuil national rappelant l'exécution par les Autrichiens du Premier ministre Batthyany et des treize généraux de la guerre d'Indépendance, le 6 octobre 1849.

Aux obsèques de Rajk et de ses camarades, une foule silencieuse de cent mille personnes environ mani-

Imre Nagy et sa femme aux funérailles de Laszko Rajk.



La foule dans la cour du mess des officiers à Budapest, écoutant les discussions sur la presse.



INFORMATION DE RADIO-MISKOLC

(31 octobre 1956 - Inédit)

« Le Conseil National de Transdanubie fondé à Győr a pris position pour la neutralité de la Hongrie. Les délégués des conseils... de la Transdanubie, 400 environ, ont continué leurs délibérations à Győr, jusque mardi minuit. Attila Szigeti, le président du Conseil National de Győr a mis en garde les délégués de tout acte qui pourrait menacer les conquêtes de la révolution. Il a stigmatisé les idées relatives à la formation d'un contre-gouvernement et à la continuation désormais non justifiée de la lutte armée. Au cours de la réunion, la majorité des délégués a soutenu la proposition à continuer la grève tant que le gouvernement ne réaliserait pas les revendications. Finalement, les délégués ont fondé le Conseil National de Transdanubie avec Győr comme siège où les départements adhérents sont représentés par 4-4 délégués et les villes à droit départemental par 2-2... »

LA SITUATION DANS LE PAYS

(Magyar Nemzet, 31 octobre 1956)

(Inédit)

Szolnok

Dans la ville, il n'y a aucun combat armé, ni aucune manifestation. Les travailleurs tiennent des réunions en série dans les usines pour discuter de la situation. On rétablit les partis de la coalition. On envoie régulièrement des livraisons de nourriture à Budapest.

Zalaegerszeg

L'ordre s'est rétabli dans le département. Le travail productif a été commencé dans plusieurs usines. Des conseils ouvriers ont été également formés aux stations de tracteurs et de machines du département et ont commencé leur activité. Plusieurs informations venant de diverses localités du département rendent compte de ce que les paysans ont dissous les coopératives de production créées par la force. Mais dans les domaines communs formés par leur volonté, les paysans travaillent avec application.

Miskolc

L'ordre et le calme règnent également dans le département de Borsod. On ravitaille en nourriture, en premier lieu, les centres industriels et les villes. Dans la ville, des unités soviétiques se maintiennent en un seul endroit et ont déclaré de ne commencer aucune hostilité envers les travailleurs de la ville. Lundi, les mineurs ont commencé à reprendre le travail, et nous pourrions assurer ainsi les besoins des centrales électriques. Mardi matin, les mineurs étaient de plus de 20 à 25 % que la veille à reprendre le travail.

.....

Kaposvár

Lundi, le Conseil Révolutionnaire National du département de Somogy a élu un comité dirigeant de 29 membres, et a élaboré un programme de 21 points sur la base des revendications du Front Populaire National et des travailleurs des usines et des bureaux.

Szeged

L'ordre se rétablit graduellement dans la ville. On organise la Garde Nationale, parallèlement avec la démobilisation de l'A.V.H.

.....

INFORMATIONS DIFFUSÉES  
PAR RADIO-KOSSUTH

(Inédit)

Le 30 octobre 1956

« Le présidium du syndicat des métallos prie les conseils ouvriers et les comités d'usine des usines métallurgiques d'envoyer aujourd'hui à 12 heures un jeune délégué au centre du syndicat (9, rue Baross) pour la fondation d'une organisation révolutionnaire de jeunesse ouvrière. »

Le 31 octobre 1956

« Hier, s'est formé le conseil ouvrier de l'Usine de Machines-Outils « Danuvia », dont László Németh, fraiseur, est devenu président. Parmi les revendications du conseil ouvrier, l'une d'entre elles exige le retrait immédiat des troupes soviétiques du territoire du pays. Les travailleurs ne reprendront pas le travail tant qu'on ne satisfera pas cette revendication. Le conseil ouvrier lutte de toutes ses forces contre toute tentative de rétablissement de la grosse propriété et du capital. Il a désigné comme directeur de l'usine, le même dirigeant qui assumait ces fonctions jusqu'ici. Il l'a appelé à élaborer une proposition pour modifier le système actuel de salaires. Jusqu'à nouvel ordre, le conseil a suspendu le travail du service de personnel et il détruit les soi-disant matériaux de cadre. »



La statue de Staline abattue, avec les inscriptions : "salaud", "fumier".

festes en silence et des millions d'habitants écoutent les discours stéréotypés et creux des délégués du Parti qui, au cimetière, côtoient les victimes survivantes. Cette journée noire, où les gens ont découvert la rue tout en percevant une sorte de vide du pouvoir, est véritablement l'ouverture de la révolution.

Dès le 16, à l'université de Szeged, un groupe d'étudiants quitte les JC pour reconstituer leur ancienne organisation indépendante, l'exemple étant suivi par ceux de Budapest. Ces derniers organisent, le 23 octobre, une manifestation de solidarité

avec la Pologne (où le Parti vient de réintégrer des cadres longtemps rejetés, comme Gomulka, bête noire du Kremlin), que le Cercle Petöfi se charge de conduire devant la statue du poète, dont le vers *Debout, Magyar!* a marqué en mars 1848 le début de la révolution démocratique. Selon l'exemple de cette époque mémorable, les étudiants formulent leurs revendications en 12 points, mais il y a bien d'autres listes avec 14,16 ou 11 points. Une des premières de ces feuilles intitulée *Nos mots d'ordre*, comporte surtout des mots de solidarité avec la Pologne (*Vive le peuple polonais!* - *Vive le Parti ouvrier polonais!* - *La Pologne montre l'exemple...!* -); parmi les autres slogans, on peut lire : *Notre confiance va à Imre Nagy!* - *Indépendance, Liberté!* - *A bas le stalinisme!* *Pouvoir ouvrier-paysan!* - *Vive l'Armée populaire hongroise!*

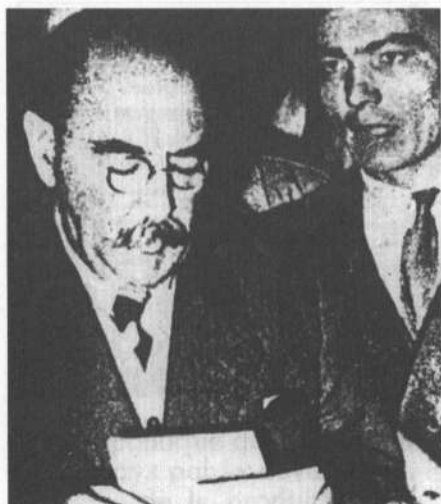
Il y a eu cet après-midi du 23 octobre deux ou trois cents mille

LES MOTS D'ORDRE DU CERCLE PETOFI

(Szabad Ifjúság, 23 octobre 1956)

(Inédit)

- 1) Amitié hungaro-soviétique sur la base léniniste de l'égalité!
- 2) Nouveau plan quinquennal au service de l'augmentation du bien-être du peuple!
- 3) Imre Nagy à la direction!
- 4) Procès public de Mihály Farkas!
- 5) Mise à l'écart des temporisateurs!
- 6) A bas la politique économique stalinienne!
- 7) Vive la Pologne fraternelle!
- 8) Gestion ouvrière aux usines!
- 9) Rénovation de l'agriculture, collectivisation volontaire!
- 10) Un programme national constructif!
- 11) Vive la jeunesse de Petöfi!
- 12) En avant pour la démocratie socialiste!



Nagy s'adresse aux manifestants depuis le balcon du Parlement.

manifestants dans les rues de Budapest. On chantait des chants populaires, la Marseillaise et l'Internationale..., mais dans les drapeaux tricolores les emblèmes du régime furent découpés. Au fur et à mesure que la foule grossissait, les mots d'ordre prenaient des allures plus hostiles : *Rákosi au Danube, Imre Nagy au gouvernement !* ou bien, *Russes dehors !*

La direction Gerö-Kadar-Hegedüs, qui venait de rentrer de Belgrade dans la matinée, a prévu l'interdiction de la manifestation. Au BP, réuni en hâte, Révaï et Marosán ont déclaré : *S'il le faut, nous ferons tirer !* Mais le préfet de Police, Sándor Kopácsi, a laissé entendre devant le général Sérov, chef du KGB, qu'il s'opposerait à l'action policière et que l'on ne tirerait pas sur les manifestants.

Cependant, dans la soirée, lorsque Gerö dénonce à la radio la *manifestation nationaliste*, la capitale bascule dans la guerre civile. On fait d'abord venir Imre Nagy pour qu'il essaie de calmer la foule rassemblée devant le Parlement. Arrivé vers 21 heures dans les lieux, il y prononce un discours très décevant pour l'auditoire. Déjà, des groupes se sont formés, il y en a qui s'affairent à déboulonner la statue gigantesque de Staline, d'autres assiègent le journal du Parti et l'immeuble de la Radio, où les défenseurs ouvrent le feu.

Devant l'effondrement du régime, Gerö et Hegedüs font vite appel aux troupes russes, dont deux divisions entrent dans Budapest. Les échauf-

fourées se transforment en insurrection et pendant cinq jours les combats font rage dans la capitale ainsi que dans une dizaine de villes de province. Citant des témoins occidentaux, la *Nouvelle République* des 27-28 octobre parle des *atrocités épouvantables* des Russes, mais note en même temps *qu'en de nombreux points de la capitale, on a vu des troupes russes fraterniser avec les rebelles. On a vu des manifestants hissés sur les chars soviétiques, brandissant la tricolore hongroise. Constatant l'anarchie complète, le journal s'étonne qu'un Etat soutenu par un parti totalitaire et monolithique, disposant d'une force armée et d'une police secrète, puisse se désagréger aussi complètement en l'espace de quelques jours...*

Le Parti disloqué et l'appareil d'Etat paralysé, il se crée des comités locaux (*comités nationaux, comités révolutionnaires...*), orga-

nismes politiques et administratifs à la fois, qui prennent en charge la vie quotidienne des populations. Dans les usines, après la création du premier conseil ouvrier à Budapest le 24 octobre, on met partout en place des conseils provisoires. Ces comités et ces conseils ont mobilisé des dizaines de milliers de personnes, le plus souvent jeunes et comprenant les éléments les plus capables et les plus dévoués du peuple hongrois.

Nagy qui a été nommé Premier ministre le 24 octobre, ne prend qu'après cinq jours d'hésitations des mesures acceptables pour les insurgés, comme la suppression de la police de sécurité et l'engagement des négociations en vue du retrait des troupes russes. Le 30 octobre, il constitue un cabinet de coalition ainsi qu'un directoire de six membres à la place du PC dissout. Enfin, le 1er novembre, il annonce que la Hongrie quitte le pacte de

Un bloc d'immeubles durement touché par le tir russe.



Des chars soviétiques mis hors combat à Budapest





Le 2 novembre : des dizaines de chars gardent le carrefour à l'entrée du pont du Danube.



Des réfugiés hongrois mettent le pied sur la rive autrichienne.

Varsovie et devient neutre.

Mikoyan et Souslov, qui se trouvent à Budapest les 27-30 octobre, approuvent le multipartisme, mais il règne une grande confusion à Moscou. Les vieux staliniens comme Molotov et Vorochilov poussent à l'intervention militaire tandis que le maréchal Joukov semble chercher une solution politique.

Après avoir consulté les pays satellites, discuté avec les Chinois et avec Tito, la direction soviétique opte pour l'action militaire. L'attitude des Occidentaux leur suggère également cette solution. L'intervention franco-britannique en Egypte après l'attaque israélienne du 29 octobre tout autant que les émissions de l'"Europe libre", ont fait comprendre aux Russes qu'ils ne devaient craindre aucun obstacle militaire ou diplomatique pour "résoudre" la question hongroise. Dans l'après-midi du 3 novembre, les généraux soviétiques font venir à leur quartier général de Tököl, près de Budapest, le ministre de la Défense, Paul Maléter pour continuer, disaient-ils, la

renégociation du traité de Varsovie. C'est un guet-apens, Maléter et toute la délégation sont arrêtés par le KGB pendant que les chars encerclent la capitale et déclenchent l'offensive au petit jour du 4 novembre.

Pour échapper à l'arrestation, Nagy et ses proches se réfugient avec quatre autres membres du directoire du Parti à l'ambassade de Yougoslavie tandis que les combats de rue se poursuivent encore pendant quelques jours. Ils auront fait, selon les statistiques officielles de 1957, 2 700 morts (dont 1 330 ouvriers, 44 étudiants et 196 élèves) et près de 200 000 personnes ont quitté le pays jusqu'à la fin de décembre 1956.

János Kádár faisait partie du directoire et il a déclaré le 1er novembre que *le soulèvement du peuple hongrois a conquis la liberté et l'indépendance*. Il disparaît ensuite, se rend chez l'ambassadeur soviétique, Youri Andropov, puis s'envole à Moscou pour ne revenir que le 7 novembre dans les fourgons de l'armée russe. Son régime sera le

fossoyeur des conquêtes sociales de la Hongrie, après avoir organisé une terrible répression. En 1986, un historien hongrois a recensé 300 exécutions et 16 000 condamnations. *Il y a eu*, écrit M. Molnár, *presque autant d'exécutions à la suite de la révolution de 1956 que leur nombre cumulé lors des trois répressions historiques de 1849, de 1919 et de 1945.*

**Julien Papp**

**Bibliographie**

N. Barber, 7 jours de liberté. La révolution hongroise de 1956, Elsevier, Paris/Bruxelles, 1976.

F. Fejtő, Histoire des démocraties populaires, t.2. Après staline 1953/1971, Ed. du Seuil, 1969.

Gy. Litván (sous la direction de), La révolution hongroise de 1956. Réforme, soulèvement, lutte d'indépendance, répression, Ed. Scolaire, Bpest, 1991.

S. Kopácsi, Au nom de la classe ouvrière, R. Laffont, 1979.

J.J. Marie-B. Nagy, Pologne-Hongrie 1956. Documents, EDI, 1966.

M. Molnár, Victoire d'une défaite, Fayard, 1968.

Histoire de la Hongrie, Hatier, 1996.

Maléter, qui sera arrêté avec sa délégation par les Russes



Un révolutionnaire, Istvan Angyal, devant le tribunal. Ce jeune ingénieur des travaux sera exécuté avec bien d'autres.



Nagy et ses gardiens au moment où la peine de mort est prononcée le 15 juin 1958 à 17h30.

